Communiqué de la CNT-FTE

Alors que François Hollande avait promis du changement dans l'éducation, en cette veille de rentrée on ne peut que constater l'inefficacité de son action et de celle des deux ministres s'étant succédés depuis le début de son mandat.

En effet, les promesses de créations de postes ne se traduisent pas sur le terrain, ainsi une majorité des enseignant-es fera sa rentrée devant des classes de plus de 25 élèves, faisant à chaque fois peser des conditions pénibles, tant pour les élèves que pour les éducateur-ices. Que dire de la situation du remplacement ! La pénurie de remplaçant-es organisée sous Sarkozy n'a pas connu de changement depuis 2012 et cette année encore, on peut évaluer que plus de 100 000 journées de classes ne seront pas assurées. Après de nombreuses années de luttes, les AVS (encadrant les enfants en situation de handicap) ont enfin obtenu une possibilité de CDIsation mais celle-ci se fait au prix d'une rémunération en-dessous du seuil de pauvreté. Et sans dynamique de lutte, il y a fort à parier que cette situation inacceptable n'évoluera pas encore cette année.

Le métier n'a toujours pas connu de revalorisation et en refusant de revenir sur le recrutement à bac+5, les candidat-es au métier sont tellement rares que dans de nombreuses académies une partie des postes n'a pas pu être pourvue. Du jamais vu depuis des décennies ! C'est dire si la profession d'enseignant-e, par sa difficulté et son manque de reconnaissance, constitue désormais un véritable sacerdoce aux yeux de la population.

Dans le primaire l'abrogation des programmes rétrogrades de 2008 se fait toujours attendre et la réforme des rythmes scolaires menée sans concertation connaîtra encore de nombreux ratés du fait de l'absence de moyens mis à disposition des mairies.

Alors, on ne doute pas que la nouvelle ministre de l'éducation, fera au soir de sa première rentrée un bilan positif, pourtant les faits sont têtus et mettent en lumière l'absence de politique éducative cohérente et ambitieuse de ce gouvernement. Il est illusoire de croire que sans rapport de force le gouvernement Hollande modifiera sa politique éducative. C'est à nous, travailleur-euses de l'éducation, de construire une mobilisation obligeant le gouvernement à changer de cap.

Pour cela la CNT-FTE poursuivra cette année son militantisme de terrain, que ce soit en tissant les liens indéfectibles entre pédagogie et syndicalisme à travers ses projections et revues, ou en mobilisant les collègues dans les établissements, à travers des assemblées générales décisionnelles, seul moyen de construire une grève qui, en marge des centrales syndicales, pourra faire vivre un mouvement de changement profond de l'école.